

RICA 2007

SITUATION FINANCIÈRE ET DISPARITÉ DES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DES EXPLOITATIONS

Résumé

En 2007, les exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une hausse de 24,2 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts. La hausse exceptionnelle du prix du blé et du maïs y est pour beaucoup, gonflant le revenu des céréaliers et affectant négativement les filières animales par le biais des charges en alimentation du bétail. La filière porcine se retrouve dans une situation particulièrement difficile.

Source micro-économique, le Réseau d'information comptable agricole (*voir l'encadré*) permet d'appréhender, avec un décalage d'un an, la situation économique et financière des exploitations agricoles dans toute leur diversité. Les données recueillies par le RICA se situent dans un cadre méthodologique et conceptuel différent de celui des comptes macroéconomiques, national ou par OTEX, dont elles complètent le diagnostic.

1 – Un bilan contrasté en 2007

En 2007, les exploitations professionnelles couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) ont enregistré une hausse de 27 % du résultat courant avant impôts, qui fait suite à la hausse de 18 % de 2006. En valeur réelle¹, la hausse est de 24,2 %. Le RCAI s'élève ainsi en 2007 à 42 300 euros en moyenne par exploitation.

La production globale (154 100 euros) augmente de 10,4 % en valeur. Pourtant, pour des cultures importantes comme le blé, l'orge, la vigne, les rendements et les récoltes n'ont pas été bons. Mais les prix sont à peu près partout bien orientés, voire en vive augmentation (à l'exception de la filière porcine). Les ventes de l'année progressent de 10,3 %. La valeur des stocks augmente sensiblement.

Les charges d'approvisionnement augmentent fortement (+ 9,3 %) et s'élèvent à 50 700 euros en moyenne. La plupart des postes de charges sont en hausse. Les charges en engrais progressent de 5,7 %. Les dépenses en aliments concentrés augmentent de 18,6 %. Les amortissements

s'accroissent légèrement en 2007. Les charges financières amorcent une très légère hausse.

Pour la deuxième année du nouveau régime de primes, le montant total des subventions d'exploitation (29 000 euros) diminue d'un peu plus de 4 % par rapport à 2006. Cependant, le montant de 2006 était un peu surestimé, des reliquats de primes animales dues au titre de 2005, versés tardivement en 2006, ayant été enregistrées en 2006, en plus de la prime unique de 2006. Comme le RCAI augmente fortement dans le même temps, le ratio subventions d'exploitation sur résultat courant avant impôts baisse de façon spectaculaire. Toutes exploitations confondues, il s'établit en moyenne à 68 % alors qu'il était de l'ordre de 98 % en 2005 et de 90 % en 2006.

La capacité d'autofinancement augmente de près de 17 % en moyenne. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports effectués par l'exploitant, ont connu également une forte progression. L'autofinancement augmente de près de 20 %. Le stock de dettes (132 300 euros) augmente très légèrement en valeur réelle.

¹ Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut (+ 2,20 % entre 2006 et 2007). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

Le RICA

Le Réseau d'information comptable agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 82 000 exploitations agricoles. Réalisée dans l'ensemble des États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture. Cet échantillon représente quelque 4 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. En France, l'échantillon total enquêté en 2007 regroupe 7 344 exploitations. L'échantillon provisoire traité pour cette présentation comprend 7 194 exploitations. Le champ couvert correspond à 326 000 exploitations « professionnelles » d'au moins 12 hectares-équivalent-blé. Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice du prix du produit intérieur brut (+ 2,20 % entre 2006 et 2007). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

Méthodes de collecte et concepts

Le RICA consiste en un recueil annuel d'informations **comptables** et extra-comptables auprès des exploitations sélectionnées dans l'échantillon. Quand l'exploitation dispose d'une comptabilité, celle-ci est harmonisée selon les règles du RICA et donc soumise à des retraitements (recours aux amortissements linéaires, inscription de toutes les terres en propriété au bilan, réévaluation annuelle du bilan, par exemple) puis complétée par des données extra-comptables (temps de travail, surfaces, nombre d'animaux, etc.). Une comptabilité RICA est établie spécifiquement s'il n'en existe pas (exploitation au forfait non soumise à la tenue d'une comptabilité). Le travail est en général confié à des centres de gestion et de comptabilité spécialisés, centres d'économie rurale du réseau CER France, divers autres centres comptables, experts-comptables, et de façon marginale, écoles d'agriculture, centres de recherche et agents de l'administration.

Comme il s'agit d'informations individuelles, on peut reconstituer des ensembles répondant à différents critères, en fonction des objectifs d'étude poursuivis. Les résultats individuels sont étendus à l'ensemble du champ en utilisant un système de **pondération** obtenu à partir des recensements ou enquêtes Structures (l'enquête sur la structure des exploitations de 2007 pour l'exercice comptable 2007). Le calcul des poids repose sur un système de strates croisant trois critères : OTEX - région - taille.

Les concepts centraux du RICA sont ceux de la comptabilité d'entreprise, définis par le Plan comptable agricole, lui-même adapté du Plan comptable général, et non ceux des comptes macroéconomiques. Toutefois, un rapprochement important des concepts et des principes d'évaluation a été opéré lors de l'établissement de la nouvelle base 1995 des comptes macroéconomiques agricoles, et notamment des comptes par OTEX. Ainsi, sans lui être identique, le **résultat courant avant impôt (RCAI)**, indicateur central du RICA, se rapproche du **revenu net d'entreprise agricole** des comptes macroéconomiques.

Le traitement des **subventions** est également maintenant très proche. Comme les comptes macroéconomiques, mais sans inclure les subventions liées aux produits dans la valeur de la production, le RICA classe en subventions d'exploitation les aides prévues ou revalorisées par la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de 1993 : aides compensatrices aux cultures de céréales, oléagineux, protéagineux, aides au gel des terres, à la jachère industrielle, primes aux bovins mâles, primes au maintien du troupeau de vaches allaitantes, etc. Il enregistre aussi sous ce poste l'indemnité spéciale montagne, la prime à l'herbe, etc. Il classe en subventions d'investissement des aides comme la dotation aux jeunes agriculteurs. Les subventions d'exploitation sont en principe rattachées à l'exercice ouvrant le droit, dès lors qu'elles sont connues et certaines. Si le montant de la créance n'a pas pu être estimé à la clôture de l'exercice, les subventions sont enregistrées lors de l'encaissement sur l'exercice suivant.

Les principales divergences avec les comptes macroéconomiques concernent maintenant les règles d'évaluation des immobilisations (animaux reproducteurs...), celles des stocks (animaux circulants, engrais...), et le traitement des primes et indemnités d'assurance. S'agissant des **stocks**, les comptes macroéconomiques de l'agriculture retracent la variation des volumes, mais pas des prix. La valeur des stocks de produits est mesurée à un prix moyen de l'année. Au contraire, dans le RICA, la valeur des stocks est évaluée au cours du jour. La variation des stocks intègre donc les variations de prix, qui peuvent être très importantes et conduire à des évaluations différentes de celles des comptes.

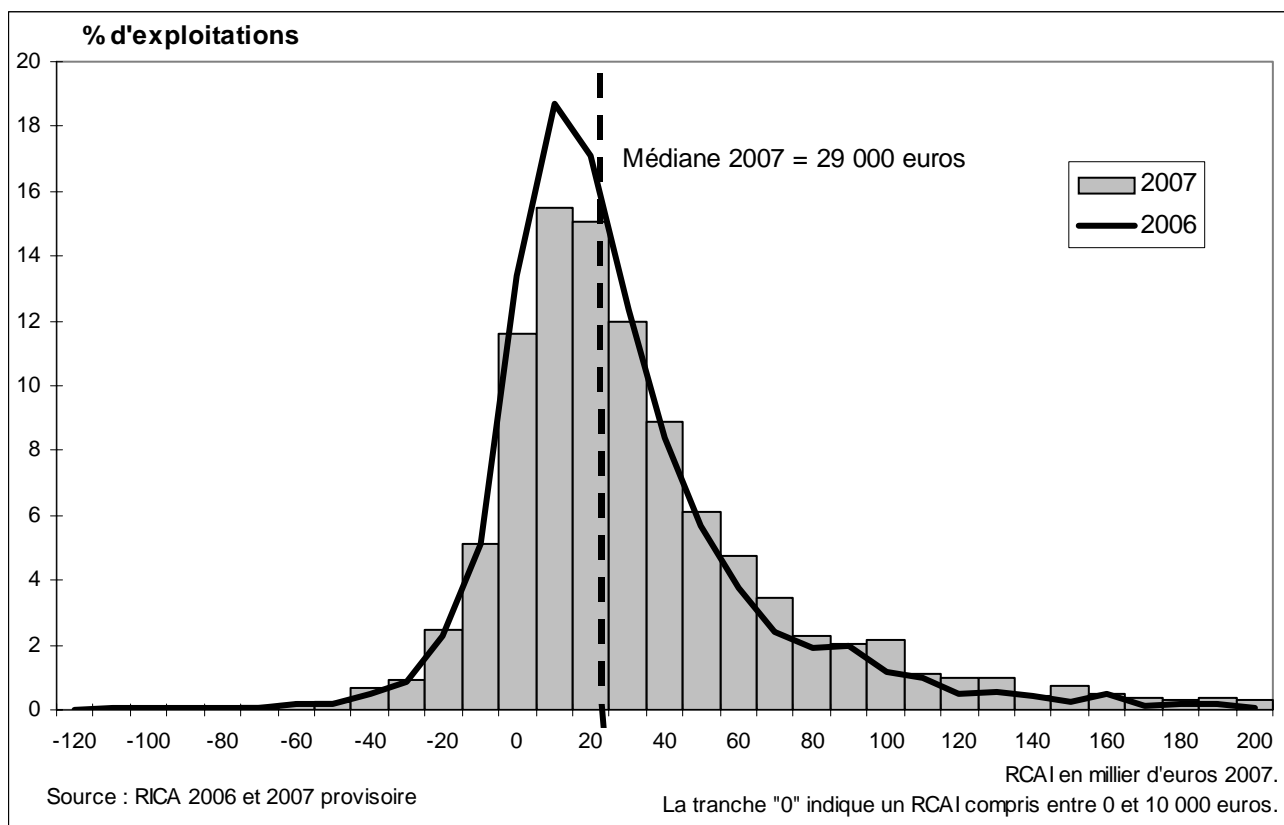
Les chiffres relatifs à 2007 sont tirés de l'échantillon « provisoire ». Les comparaisons inter annuelles sont réalisées sur un échantillon « constant » (constitué d'exploitations présentes à la fois en 2006 et 2007) et exprimées, sauf exception, en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

L'amélioration moyenne du résultat courant avant impôts est toutefois trompeuse, elle ne profite pas à toutes les orientations. Elle est notamment le fruit des résultats exceptionnels en grandes cultures (+ 74 %) et en viticulture d'appellation (+ 40 %). À l'opposé, l'élevage hors-sol, qui poursuivait pourtant un redressement ces dernières années, voit ses résultats chuter fortement (- 47 %). Sans doute, le nombre d'exploitations qui améliorent leur revenu en valeur réelle (194 600) est-il encore cette année supérieure au nombre d'exploitations qui reculent (131 000), mais le sentiment d'amélioration est bien loin d'être partagé par tous. Le recul de revenu dépasse par exemple 10 000 euros pour près de 71 000 exploitants (un peu plus d'un cinquième sont des éleveurs de bovins viande).

Aux mouvements d'ensemble des rendements et des prix se superposent les conditions particulières des exploitations, une météorologie plus ou moins favorable, des difficultés dans la conduite des cultures, des épidémies, des frais imprévus, des investissements porteurs d'avenir, mais qu'il faut amortir, etc.

Les résultats 2007 dessinent donc, comme chaque année, une population très hétérogène. La médiane atteint 29 000 euros contre 24 000 en 2006. La moitié des exploitations dégagent un résultat supérieur à ce chiffre. Mais près de 33 000 exploitations (soit 10 % de l'ensemble) ont un résultat négatif. Ce ratio oscille entre 5 % dans les orientations grandes cultures et bovins lait et peut monter jusqu'à 32 % pour l'orientation autre viticulture.

Graphique 1 : Distribution du RCAI en 2006 et 2007



2 – Une conjoncture économique qui ne sourit pas à tout le monde

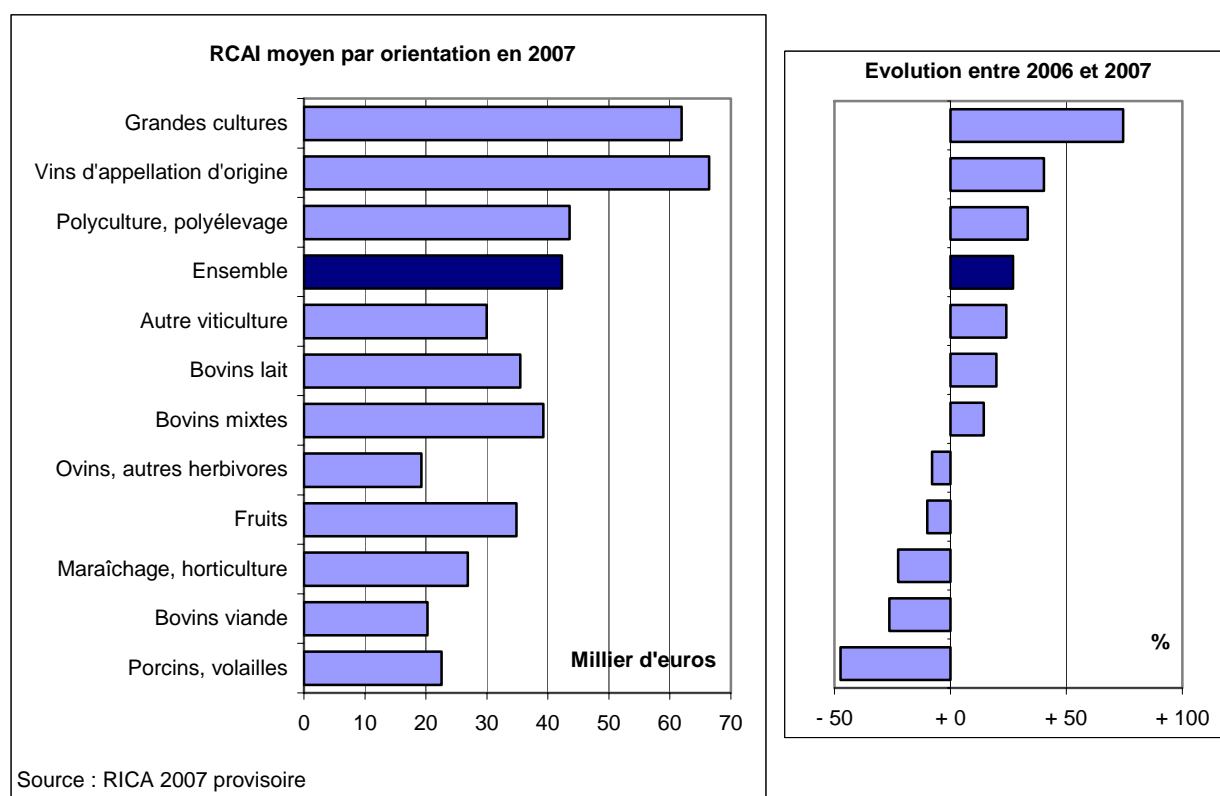
En 2007, le résultat courant avant impôts est en hausse dans plusieurs orientations, notamment en grandes cultures et viticulture d'appellation avec des évolutions supérieures à 40 %. A contrario maraîchage, horticulture, bovins viande et surtout élevage hors sol, particulièrement porcin connaissent des reculs marqués.

Après une dégradation continue sur plusieurs années, les grandes cultures qui avaient entamé un rétablissement en 2006 (+ 48 %) connaissent en 2007 une situation favorable exceptionnelle. Le résultat courant avant impôts augmente de 74 % en valeur courante pour atteindre 61 900 euros en moyenne. Il a même plus que doublé pour les exploitations spécialisées en céréales, oléagineux, protéagineux (+ 110 %). La production en valeur augmente de 26 %. Les

récoltes de l'année 2007 ne sont pas à l'origine de cette situation. Les rendements des céréales à paille sont en baisse (blé : 64 q/ha, soit - 7 %). Le colza est toujours décevant (28 q/ha). En revanche, du côté des prix, ce ne sont que bonnes nouvelles pour les producteurs. Le prix de vente du blé s'envole de 52 % et atteint en moyenne près de 170 €/t (entre 2002 et 2006, le prix moyen annuel de la tonne de blé oscillait entre 100 et 120 €). Ce sont ces mouvements de prix qui expliquent la forte croissance du revenu des exploitations en grandes cultures.

Les charges d'approvisionnement (engrais, semences, produits phytosanitaires) augmentent sensiblement (+ 6,7 %), mais beaucoup moins que les produits.

Graphique 2 : Forte progression du RCAI en grandes cultures et viticulture d'appellation



Les exploitations spécialisées en viticulture d'appellation ont connu, ces dernières années, des résultats très fluctuants d'un exercice à l'autre. Après deux baisses consécutives en 2005 et 2006, le RCAI enregistre une vive hausse (+ 40 %), s'établissant à un niveau relativement élevé de 66 400 euros en moyenne. Ces résultats moyens ne reflètent pas suffisamment les forts contrastes qui existent actuellement entre les

différentes régions viticoles françaises. Ainsi, les régions méditerranéennes (Languedoc-Roussillon et Provence) restent, malgré une hausse de près de 50 %, touchées par la crise des vins AOC, avec un RCAI moyen médiocre (36 400 euros). La situation est toujours confortable pour les régions viticoles de la moitié Nord du pays, en particulier pour la Champagne-Ardenne et la Bourgogne. C'est la bonne tenue des prix des vins

d'appellation qui a permis le redressement du revenu en viticulture d'appellation. À cause de conditions météorologiques défavorables, la récolte a été faible. Les charges d'approvisionnement sont en nette hausse (+ 11 %).

Le résultat des exploitations spécialisées en autre viticulture poursuit son redressement amorcé en 2006. La situation s'améliore doucement dans le vignoble méditerranéen. Le RCAI des exploitations du Languedoc-Roussillon redevient positif mais reste à un niveau relativement faible. En revanche, le vignoble de Poitou-Charentes affiche encore une fois de remarquables résultats. Tiré par une vive demande à l'exportation, notamment des Etats-Unis, les prix du vin et surtout du cognac ont beaucoup augmenté.

Après un rétablissement en 2006, la situation des exploitations spécialisées en arboriculture fruitière se dégrade. Le RCAI baisse de 10 % et s'élève à 34 900 euros en moyenne en 2007. Faibles récoltes dues à des conditions climatiques difficiles (en abricots notamment) et prix à la baisse pour bon nombre d'espèces sont responsables de cette situation. Les charges d'exploitation augmentent légèrement. Les charges de personnel, qui constituent le plus gros poste (56 200 euros en moyenne par exploitation), sont en augmentation modérée en 2007. La capacité d'autofinancement est en vive baisse. Les prélèvements privés sont en hausse, l'autofinancement chute fortement.

Note méthodologique sur les indicateurs de résultat

Le **résultat courant avant impôts** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il constitue une forme de revenu permettant de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres (contrairement aux règles traditionnelles comptables et fiscales, les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites du résultat dans le RICA). Le RCAI prend en compte à la fois des charges qui doivent se traduire par des flux financiers et des charges calculées (les amortissements). Pour appréhender les flux financiers réels, il ne faut pas tenir compte des charges calculées. Les analystes utilisent le plus souvent la **capacité d'autofinancement** qui diffère du RCAI principalement par le fait que ne sont pas déduits les amortissements. Des charges et des produits à caractère exceptionnel sont retenus dans le calcul de la capacité d'autofinancement, mais ces charges et produits sont en moyenne peu importants. La capacité d'autofinancement est la ressource essentielle du tableau de financement.

D'autres analystes préfèrent considérer l'**excédent brut d'exploitation**. À la différence de la capacité d'autofinancement, l'EBE n'intègre ni les charges et produits financiers, ni les charges et produits exceptionnels. Il exprime un flux de trésorerie généré par les opérations courantes, avant rémunération des apporteurs externes de capitaux. Cependant ce flux reste en partie *potentiel*. L'**excédent de trésorerie d'exploitation** obtenu à partir de l'EBE exprime un flux *effectif* de trésorerie généré au cours de l'exercice par les opérations d'exploitation. Ce flux de trésorerie peut comprendre des encaissements au cours de l'exercice de produits des années précédentes (écoulement de stocks, règlement par les clients de créances), inversement les produits de l'année qui n'ont pas fait l'objet d'un encaissement ne sont pas considérés. L'ETE élimine l'effet de variation de la valeur des stocks sur les résultats. En termes comptables, l'ETE est égal à l'EBE diminué de la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de la variation d'inventaire des animaux reproducteurs.

Si la hausse du prix du blé a des répercussions très favorables sur le revenu des agriculteurs céréaliers, il n'en est pas de même pour les éleveurs, confrontés à la flambée des prix des matières premières (aliments et énergie), aux effets négatifs de la fièvre catarrhale et à la baisse des cours de la viande. Chez les éleveurs de bovins viande, le RCAI baisse en effet de 26 %. Les ventes ont diminué en 2007, de même que la production de l'exploitation. Les charges d'exploitation augmentent, notamment pour les produits vétérinaires. Les aliments du bétail, concentrés en particulier, pèsent davantage qu'en 2006. Les subventions d'exploitation reculent de 9 % par rapport à 2006. Mais, comme évoqué

plus haut, cette chute est plus apparente que réelle. Des reliquats importants des primes animales 2005 ont été versées en 2006 et comptées sur 2006, alors que les primes enregistrées en 2007 ne comprennent pratiquement pas de reliquats 2006. Les prélèvements privés ont fortement chuté de même que l'autofinancement.

Alors que la situation semblait s'améliorer pour le secteur hors-sol, 2007 est marquée par une nouvelle crise dans le secteur porcin. En moyenne pour l'ensemble des élevages hors sol, le RCAI chute de 47 % et s'établit à 22 600 euros après deux années consécutives de hausse. Les

éleveurs réduisent massivement leurs prélèvements et augmentent leur endettement.

En fait, les éleveurs de volaille spécialisés et les éleveurs de porcs spécialisés ont des évolutions de revenu totalement différentes. Pour les premiers la situation se redresse, grâce à une augmentation de la valeur de la production sous l'effet d'une hausse des prix de la volaille. Pour les seconds, le constat est plus alarmant. En effet le RCAI moyen dans ce secteur est négatif. La production en valeur diminue de 2 % : une forte dégradation du prix du porc conjuguée à la forte hausse des dépenses en alimentation animale (+ 28 % en aliments concentrés) expliquent cette situation difficile. Il faut donc nuancer le résultat de la filière hors sol.

L'embellie constatée en 2006 chez les éleveurs d'ovins, caprins et autres herbivores a fait long feu. Le RCAI est en net repli. Le secteur reste le moins profitable des grands secteurs agricoles.

Avec la très forte hausse du prix du lait en fin d'année 2007, le RCAI des éleveurs de bovins laitiers apparaît en hausse sensible (+ 20 %). Il s'élève à 35 500 euros en moyenne par exploitation. La production de l'exploitation augmente fortement en valeur (+ 12 %). Ce bon résultat s'explique en partie par la présence dans l'échantillon d'exploitations qui clôturent au 31 mars et qui ont bénéficié de prix du lait très élevés, non seulement en fin d'année 2007, mais surtout au 1er trimestre 2008. Les subventions d'exploitation de l'orientation diminuent légèrement et atteignent 26 200 euros en moyenne. Les charges d'exploitation augmentent sensiblement. Les dépenses en alimentation du bétail progressent de 19 %. Les éleveurs de bovins lait augmentent leurs prélèvements ainsi que leurs investissements.

3 – Charges courantes : des dépenses en énergie contenues

En 2007, les charges courantes s'élèvent à 143 500 euros, moyenne nettement supérieure au niveau de 2006 (+ 5,6 %). Pour l'ensemble des exploitations, la structure de répartition des charges reste globalement stable. Ainsi, pour 100 euros de charges courantes, 62 % sont liées aux structures des exploitations, 35 % sont liées aux approvisionnements et 3 % sont liées au loyer de l'argent. Pour comparaison, le poids des charges

courantes représente pour l'ensemble des exploitations 77 % du produit brut (allant jusqu'à 92 % pour les élevages de porcins, volailles). En 2007, 10 % des exploitations doivent faire face à des dépenses supérieures à leurs ressources (19 % des éleveurs de porcins, volailles, 20 % pour l'arboriculture fruitière et 32 % en autre viticulture).

Tableau 1 : Charges courantes en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues			
	2007 millier d'euros	Evolution 07/06 %	Structure en 2007 %
I - Charges d'exploitation	139,0	+ 5,7	96,9
Approvisionnements	50,7	+ 9,3	36,3
Engrais et amendements	8,7	+ 5,7	6,1
Semences et plants	5,3	+ 3,0	3,7
Produits phytosanitaires	7,6	+ 8,9	5,3
Aliments concentrés	15,1	+ 18,6	10,5
Aliments grossiers	1,4	+ 0,4	1,0
Produits vétérinaires	2,3	+ 7,3	1,6
Fournitures	5,1	+ 9,2	3,6
Energie stockée	5,0	+ 2,0	3,5
Autres charges d'exploitation	88,3	+ 3,7	61,6
Energie non stockée	2,7	+ 0,5	1,9
Travaux pour cultures et élevages	8,1	+ 4,7	5,7
Loyers et fermages	10,5	+ 3,3	7,3
Entretien des bâtiments et du matériel	6,7	+ 3,9	4,7
Assurances	4,5	+ 4,1	3,1
Charges de personnel	11,0	+ 3,1	7,7
Impôts et taxes	1,9	+ 1,2	1,3
Amortissements	26,1	+ 3,7	18,2
Autres	16,8	+ 4,7	11,7
II - Charges financières	4,5	+ 3,1	3,1
Charges financières à long ou moyen terme	3,4	- 0,1	2,4
Charges financières à court terme	1,1	+ 14,8	0,8
I + II - Charges courantes	143,5	+ 5,6	100,0
Dont énergie totale	7,8	+ 1,5	5,4

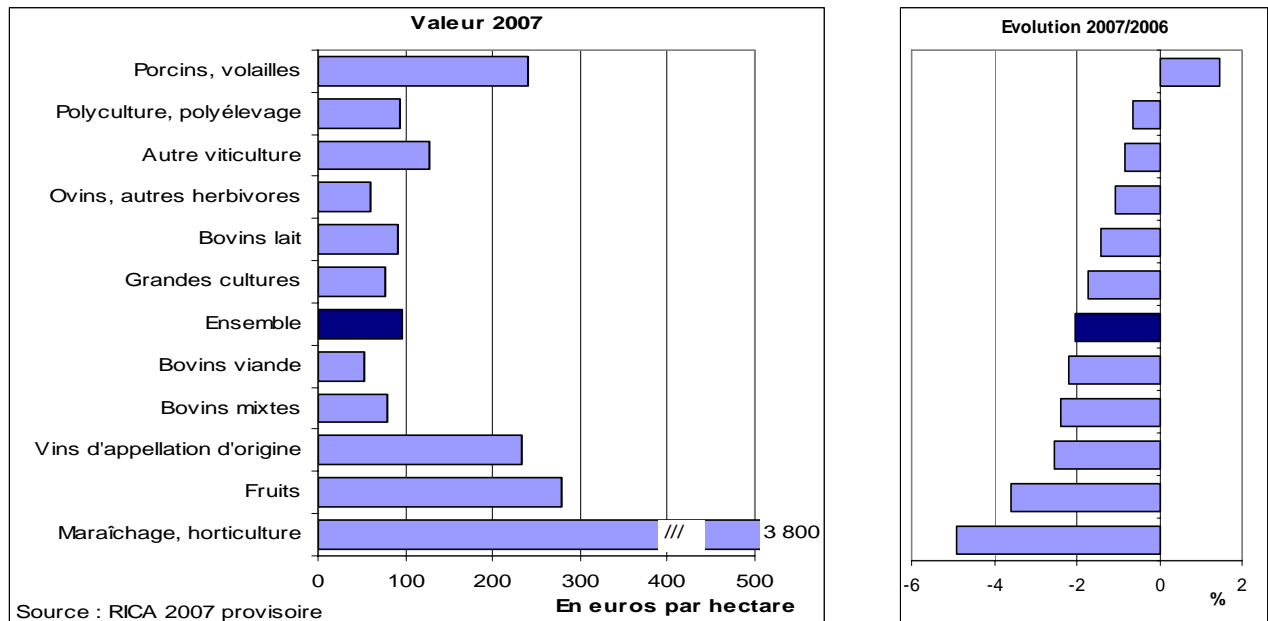
Source : RICA 2007 provisoire

Le prix de l'énergie a connu ces dernières années de fortes augmentations. En 2007, les exploitants agricoles doivent de nouveau faire face à la flambée du prix du baril de pétrole. Ces variations du prix de l'énergie ont des répercussions immédiates en agriculture, notamment sur les charges des agriculteurs. Pourtant en 2007, les dépenses consacrées à l'énergie n'ont progressé que de 1 % pour atteindre 7 800 euros en moyenne. Elles avaient par comparaison progressé de 15 % en 2005 et de 7 % en 2006. Toutes les orientations, à l'exception des secteurs de porcins volailles, ovins et polyculture, voient leurs dépenses en énergie diminuer en valeur en 2007. Ramenées à l'hectare et pour l'ensemble des exploitations, ces charges diminuent de 2 % et s'élèvent à 97 euros par hectare. La part des dépenses en énergie représente toujours une part réduite du total des charges avec 5 %, niveau

légèrement inférieur à l'année précédente. Ce ratio est d'ailleurs souvent proche de ce seuil dans toutes les orientations, à l'exception notable du maraîchage, horticulture qui possède un ratio supérieur à 10 %. Au contraire, pour la viticulture d'appellation, ce ratio est très faible. Les dépenses en énergie ne représentent en effet que 3 % des charges dans cette orientation.

Par ailleurs, la plupart des exploitations subissent également, mais de manière indirecte, l'impact de cette hausse du prix de l'énergie à travers l'augmentation des charges en engrais et amendements. Celles-ci progressent en effet de 6 % en 2007 et s'établissent à 8 700 euros en moyenne. Chez les exploitations de grandes cultures par exemple, ces dépenses en engrais et amendements ont augmenté de 5 % (après + 3 % en 2006), elles s'élèvent désormais à 17 000 euros.

Graphique 5 : Charges en énergie à l'hectare en 2007



D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement. Ainsi en 2007, les dépenses en énergie s'échelonnent entre 54 euros par hectare en bovins viande et 3 800 euros par hectare en maraîchage, horticulture. En effet dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites (6 ha en moyenne) mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées. Les charges à l'hectare sont également élevées dans les orientations de fruits, de porcins-volailles, et de vins d'appellation où le ratio dépasse les 230 euros l'hectare. Les élevages de ruminants présentent quant à eux bien sûr une dépense en énergie à l'hectare réduite, inférieure à 90 euros.

La consommation d'énergie est depuis 2004 dans le RICA suivie en valeur, mais aussi en quantité, pour les principaux produits pétroliers (fioul domestique, gaz propane ou butane). En 2007, les exploitations agricoles ont consommé en moyenne 7 800 litres de fioul domestique, soit 2 % de plus qu'en 2006. Ramené à l'hectare, ce ratio augmente peu et s'établit à 102 litres en moyenne. Après une année 2006 de réduction de la consommation de fioul dans la plupart des orientations, la volonté se poursuit en 2007 dans bon nombre de secteurs, à l'exception notable de

la filière autre viticulture. L'orientation maraîchage, horticulture affiche une nouvelle fois la plus forte baisse des volumes de fioul consommés avec une réduction de 18 % entre 2006 et 2007 (après des réductions de 23 % et 20 % sur les deux années précédentes). Dans ce secteur, il est impératif de freiner la consommation en cette période de fortes hausses de prix. Ce secteur conserve évidemment la plus forte consommation à l'hectare (1 100 l), loin devant l'arboriculture fruitière (210 l) et la viticulture d'appellation (150 l). Ce sont les orientations à dominante animale, notamment les élevages de ruminants, qui présentent la consommation en volume par hectare la plus faible. Les éleveurs d'ovins ont ainsi consommé 62 l de fioul en moyenne par hectare en 2007.

En 2007, les dépenses en gazole à la pompe s'établissent à 790 euros en moyenne par exploitation, soit 6 % de plus qu'en 2006. Cette hausse est particulièrement forte pour les exploitations de porcins, volailles (+ 26 %), mais ceux-ci détiennent une consommation de carburant à la pompe relativement faible (690 euros en moyenne). Enfin, avec 1 600 euros en moyenne par exploitation, les dépenses en électricité diminuent de 2 %. Elles représentent ainsi 21 % des dépenses totales en énergie.

Graphique 6 : Charges en fioul à l'hectare en 2007

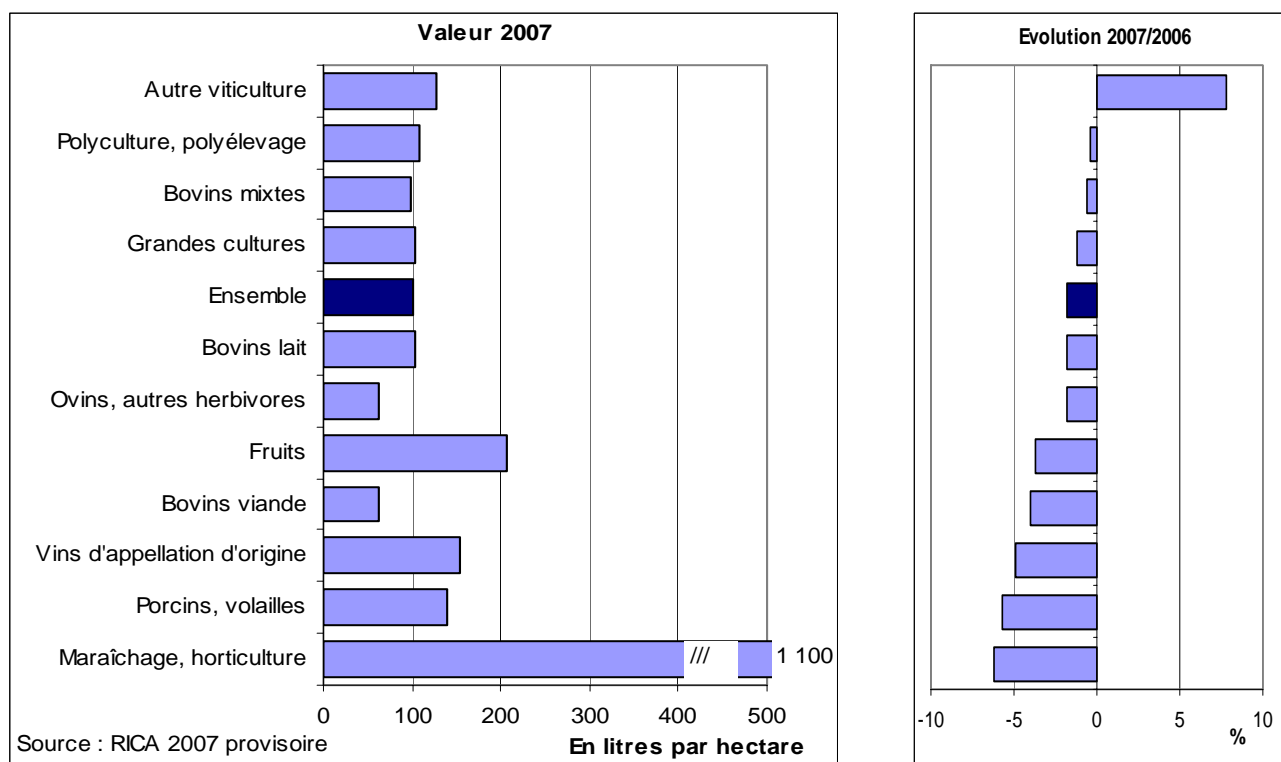


Tableau 2 : Détail des charges en énergie en 2007 selon les orientations

Orientation	Combustibles stockés					Carburants et lubrifiants stockés				Carburants et lubrifiants non stockés		Combustibles non stockés (Gaz de réseau)	Electricité	Total énergie
	Total	Dont				Total	Dont			Total	Dont			
		Fioul domestique	Gaz (propane et butane)		Fioul domestique		Lubrifiant	Gazole						
	Valeur (1 000 euros)	Quantité (1000 l)	Valeur (1000 euros)	Quantité (t)	Valeur (1000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Quantité (1000 l)	Valeur (1000 euros)	Valeur (1000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1000 euros)			
Grandes cultures	0,4	0,4	0,2	0,3	0,2	6,2	11,5	5,6	0,3	0,8	0,7	0,1	1,3	8,8
Maraîchage, horticulture	11,2	3,9	1,8	9,8	7,2	1,7	2,9	1,5	0,0	1,9	1,8	5,2	3,9	23,9
Vins d'appellation	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	2,9	1,5	0,1	1,6	1,4	0,1	1,0	4,5
Autre viticulture	0,5	0,2	0,1	0,6	0,4	2,3	4,2	2,1	0,1	0,9	0,8	0,0	0,6	4,4
Fruits	1,1	0,7	0,5	1,0	0,7	3,2	5,4	2,8	0,1	1,6	1,5	0,0	2,2	8,2
Bovins lait	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	4,1	7,5	3,8	0,2	0,6	0,4	0,0	1,9	6,6
Bovins viande	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	3,3	5,8	3,0	0,2	0,9	0,8	0,0	0,6	5,0
Bovins mixtes	0,2	0,0	0,0	0,2	0,1	5,7	10,6	5,3	0,3	0,7	0,6	0,0	1,9	8,5
Ovins, autres herbivores	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	2,9	5,1	2,6	0,2	0,9	0,7	0,0	1,1	4,9
Porcins, volailles	2,5	0,3	0,2	3,5	2,4	3,4	6,3	3,1	0,1	0,8	0,7	0,1	4,4	11,2
Polyculture, polyélevage	0,7	0,1	0,1	1,0	0,7	5,6	10,5	5,2	0,3	0,9	0,7	0,1	1,9	9,2
Ensemble	0,7	0,3	0,1	0,8	0,5	4,3	7,8	3,9	0,2	0,9	0,8	0,2	1,6	7,8
Evo 07/06 %	-0,5	3,1	3,0	-2,4	-1,4	2,5	1,7	1,9	10,9	5,1	6,5	-0,8	-1,8	1,5

Source : RICA 2007 provisoire

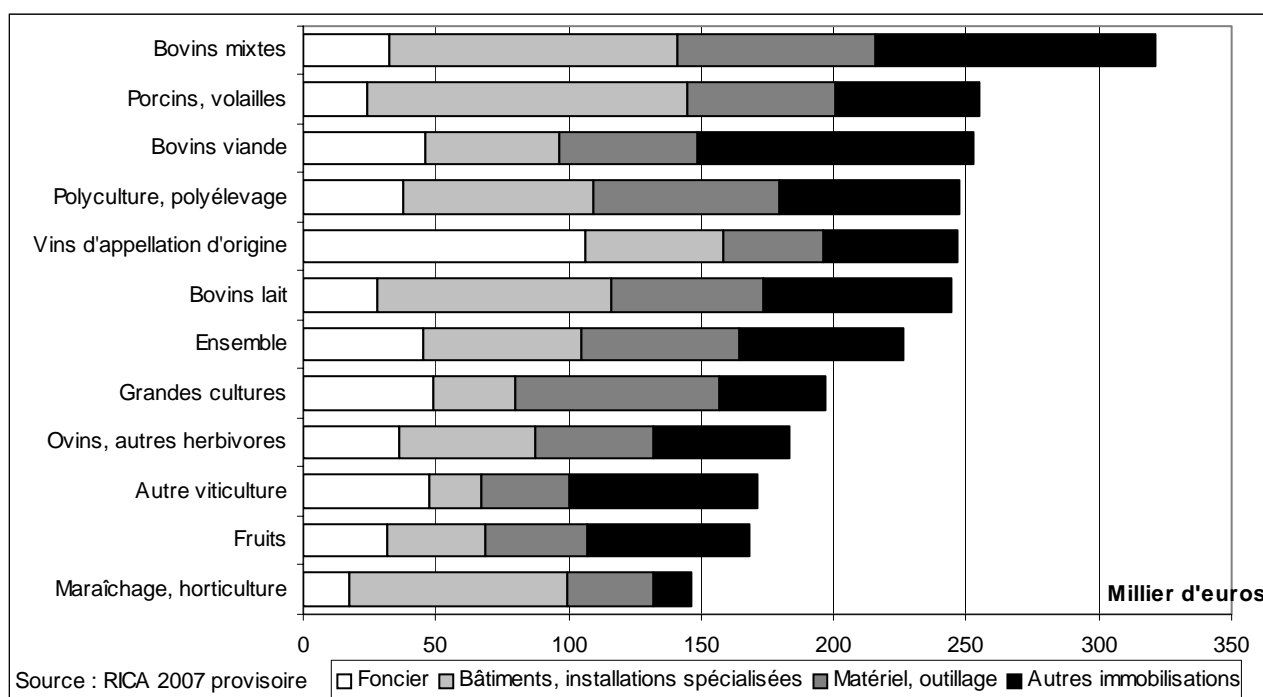
4 - Bilan des exploitations agricoles et rentabilité en 2007

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. En 2007, l'actif total des exploitations professionnelles s'élève à 364 400 euros en moyenne : + 6 % par rapport à 2006.

Les immobilisations représentent 62 % de l'actif et s'élèvent à 226 700 euros en moyenne par exploitation. Les actifs immobilisés sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Les orientations diffèrent bien

évidemment par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture, c'est le foncier qui prédomine. Les plantations sont fondamentales pour les arboriculteurs, alors que le maraîchage, horticulture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées. Dans les orientations d'élevage, le capital en animaux reproducteurs est le principal poste des immobilisations. Chez les éleveurs de porcins, volailles, il y a nécessité à posséder des bâtiments et des installations spécialisées.

Graphique 7 : Structure des immobilisations à la clôture de l'exercice 2007



Les actifs circulants représentent, quant à eux, 136 400 euros, soit 37 % de l'actif total en 2007. Il s'agit de biens et de créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Selon les orientations, l'actif circulant peut présenter de fortes divergences. Les orientations viticoles possèdent des vins en cours de vinification ou d'élevage. Les stocks représentent ainsi 74 % de l'actif circulant en viticulture d'appellation et 79 % en autre viticulture. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants. Les valeurs réalisables sont parfois élevées, il s'agit dans la plupart des cas de créances sur les clients.

Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre. L'endettement, qui représente la contribution des partenaires extérieurs, atteint 132 300 euros, niveau nettement supérieur à

2006. Les capitaux propres constituent la contribution du chef d'exploitation lui-même. Ils représentent 64 % du passif avec 231 900 euros en moyenne par exploitation.

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total est importante, notamment pour les orientations d'élevage. Elle est relativement élevée dans les orientations animales, jusqu'à 75 % pour les éleveurs d'ovins. À l'inverse, elle est plus faible pour les orientations végétales, à commencer par l'orientation viticulture d'appellation, qui compte seulement 41 % d'immobilisations dans son actif.

La situation financière des exploitations est d'autant plus saine que les immobilisations sont couvertes par les capitaux propres. En 2007, seules les orientations viticoles et de grandes cultures répondent à cette caractéristique. En

viticulture d'appellation, les capitaux propres s'élèvent en moyenne à 414 900 euros et couvrent ainsi largement les immobilisations (246 800 euros). Mais il est vrai qu'ils servent aussi à financer le vin en cours de vieillissement,

qui par certains aspects est assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcs, volailles, les immobilisations (254 800 euros) dépassent largement les capitaux propres (164 900 euros).

Tableau 4 : Bilan à la clôture de l'exercice en 2007 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2007	Valeur 2007	Evolution 07/06 %	Détail du passif 2007	Valeur 2007	Evolution 07/06 %
Actifs immobilisés	226,7	3,3	Capitaux propres	231,9	7,6
Actifs incorporels	1,9	15,0	Situation nette	223,7	8,0
Terrains	42,4	3,1	Subventions d'investissement	8,3	-0,4
Aménagements	2,9	-1,6	Ensemble des dettes	132,3	3,1
Constructions	51,4	2,2	Dettes à long ou moyen terme	85,0	1,1
Installations spécialisées	8,4	2,2	Emprunts à court terme	5,1	1,4
Matériel	59,1	6,8	Autres dettes financières à moins de 1 an	6,8	-2,8
Plantations	8,1	-3,1	Dettes auprès des fournisseurs	23,5	11,2
Animaux reproducteurs	37,9	2,1	Dettes sociales	3,0	7,7
Autres immobilisations corporelles	7,6	1,6	Dettes auprès de l'Etat	1,3	20,1
Actifs financiers	6,9	0,2	Dettes sur immobilisations	1,8	24,9
Actifs circulants	136,4	10,7	Avances et acomptes reçus	0,8	9,3
Stocks	82,7	10,6	Autres dettes	5,1	-0,4
Valeurs réalisables	32,9	8,9			
Valeurs disponibles	20,8	14,3			
Régularisation actif	1,3	8,3	Régularisation passif	0,1	-22,7
Total actif	364,4	6,0	Total passif	364,4	6,0

Source : RICA, 2007 provisoire

En 2007, la rémunération du travail annuel salarié sur l'exploitation s'établit en moyenne à 15 800 euros par UTA salariée. L'exploitation moyenne emploie en moyenne 1,44 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Si l'on admet que le travail non salarié est rémunéré de la même manière que le travail salarié, en moyenne 22 800 euros sont dédiés à la rémunération de l'ensemble des UTANS par exploitation. Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 42 300 euros en 2007. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (8 800 euros en moyenne) et la rémunération conventionnelle des UTA non salariées de

l'exploitation, il reste 10 700 euros pour rémunérer les capitaux propres consacrés à l'exploitation. Les capitaux propres se montent quant à eux à 231 900 euros en moyenne par exploitation. La rentabilité estimée moyenne des capitaux propres en 2007 est, sous les hypothèses retenues, relativement importante (+ 4,6 %). Cette rentabilité estimée est bien évidemment plus élevée dans les grandes exploitations où elle atteint 11,8 %. Elle est négative dans les petites. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre mesure.

Tableau 5 : Rentabilité des capitaux propres en 2007

	Toutes exploitations confondues	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	326,0	8,9	100,9	135,3	70,4	10,5
Surface agricole utilisée (ha)	79,9	26,0	49,2	77,1	125,2	154,1
Rémunération de la main d'œuvre salariée (1)	15,8	14,4	13,7	15,0	16,0	17,0
Travail non salarié en UTA (UTANS) (2)	1,44	1,11	1,16	1,44	1,77	2,10
Rémunération totale des UTA non salariée (3)=(1)*(2)	22,8	16,0	15,9	21,7	28,3	35,8
Résultat courant avant impôts (4)	42,3	7,8	19,6	35,6	77,3	141,1
Charges sociales de l'exploitant (5)	8,8	3,6	4,7	8,1	14,5	24,8
Revenu de l'exploitant (6) = (4) - (5)	33,5	4,2	14,9	27,5	62,9	116,2
Capitaux propres (7)	231,9	81,5	148,1	206,5	353,0	680,9
Rémunération des capitaux propres (8) =(6)-(3)	10,7	-11,8	-0,9	5,9	34,6	80,4
Rentabilité des capitaux propres (%) (8)/(7)	4,6	-14,5	-0,6	2,8	9,8	11,8

Source : RICA 2007 provisoire

ANNEXES

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2006 en valeur réelle

	Ensemble		Grandes cultures		Maraichage, horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.
Population	326 000		74 500		9 700		32 800		11 100		9 100	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	80	+1,4	116	+1,2	6	-1,0	19	+0,1	34	-0,6	29	+0,4
dont : SAU en ferme	64	+0,9	99	+0,8	4	+1,2	13	+0,5	20	-1,6	20	+0,3
Effectifs animaux (en UGB)	71	-0,6	15	ε	1	+12,4	1	-29,8	ε	///	3	-2,9
Nombre d'UTA	2,00	-0,2	1,68	+0,6	4,30	+1,4	3,03	-0,8	2,00	-0,4	4,52	-4,0
dont : UTA non salariées	1,44	-0,3	1,28	-0,4	1,51	+2,4	1,39	-1,6	1,24	-1,9	1,41	-0,6
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	68,4	+14,4	89,0	+40,8	53,5	-13,3	89,8	+24,9	48,2	+12,5	59,0	-7,2
- Prélèvements privés	35,4	+12,2	46,9	+47,3	35,8	+1,3	49,6	+25,1	23,9	-6,9	31,4	+5,5
= Autofinancement	32,9	+17,0	42,1	+33,6	17,7	-32,6	40,2	+24,7	24,3	+40,0	27,6	-18,4
Actif immobilisé	226,7	+1,0	197,2	+3,6	146,2	-0,3	246,8	-1,8	171,1	-2,0	168,5	+1,0
Actif circulant	136,4	+8,3	134,3	+17,5	80,6	-2,9	352,4	+3,7	196,4	+3,9	121,4	+5,8
Stocks	82,7	+8,2	66,0	+25,8	27,1	+7,8	260,1	+2,2	155,5	+3,0	42,0	+11,2
Capitaux propres	231,9	+5,3	206,0	+13,2	96,3	-3,9	414,9	+2,8	276,0	+2,7	159,5	+5,3
Endettement total	132,3	+0,9	126,6	+2,1	132,0	+0,8	185,7	-2,1	92,3	-3,7	131,7	+1,3
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation	146,5	+7,9	146,5	+18,5	244,5	-3,1	208,0	+9,3	109,3	+12,0	192,0	-3,8
- Achats d'animaux	5,4	-12,9	2,3	-11,5	0,1	+11,2	0,1	-66,1	ε	///	0,1	-6,0
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	141,1	+8,8	144,1	+19,2	244,4	-3,1	207,9	ε	109,3	+12,1	191,9	-3,8
+ Production stockée	7,1	///	10,2	///	0,4	///	11,8	///	7,2	///	4,3	///
+ Production immobilisée	3,4	+9,4	1,9	+55,8	3,2	+2,4	3,2	+13,7	3,8	+26,0	6,5	+33,1
+ Produits divers	2,5	+8,1	4,3	+0,2	2,5	+1,6	3,6	+5,8	1,8	+19,3	3,1	+11,1
= Production de l'exercice	154,1	+10,4	160,6	+23,5	250,5	-2,7	226,6	+10,8	122,1	+9,8	205,9	-1,6
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	///	0,6	///	0,5	///	0,1	///	0,2	///	0,2	///
- Charges d'approvisionnement	50,7	+6,9	54,7	+4,4	86,4	+0,2	31,8	+8,4	23,0	+12,1	35,0	-0,5
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	38,9	+2,0	35,3	+4,4	52,2	-2,0	46,5	+1,3	32,9	+6,0	59,4	+2,6
= Valeur ajoutée	64,9	+19,2	71,2	+60,3	112,4	-5,0	148,4	+14,6	66,5	+10,9	111,7	-4,1
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	29,0	-6,3	42,3	-3,3	2,8	-20,1	2,9	-23,8	6,9	-18,2	11,3	-14,6
+ Indemnités d'assurance	1,6	+29,2	2,8	+59,3	0,9	+12,5	1,7	+76,4	1,4	+90,5	4,2	+26,2
- Fermages	10,5	+1,1	14,2	+0,4	3,2	+14,7	19,7	+3,2	6,5	+0,9	7,2	+0,2
- Impôts et taxes	1,9	-1,0	2,4	+0,9	1,8	+18,8	3,3	-4,7	2,8	+9,8	1,8	+2,8
- Charges de personnel	11,0	+0,9	7,6	+1,2	53,9	-0,1	35,3	+1,2	14,8	+2,5	56,2	-0,9
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	72,1	+13,6	92,0	+39,4	57,2	-11,8	94,6	+23,0	50,7	+11,4	61,9	-8,0
+ Transferts de charge	0,4	///	0,6	///	0,6	///	0,6	///	0,1	///	0,7	///
- Dotations aux amortissements	26,1	+1,5	27,2	+0,2	27,2	+1,0	23,5	-0,6	18,2	-0,5	24,4	-0,4
= Résultat d'exploitation	46,4	+21,6	65,4	+64,3	30,6	-21,9	71,7	+32,9	32,6	+19,0	38,3	-12,1
+ Produits financiers	0,4	+16,0	0,8	+17,5	0,5	+48,9	0,3	-17,3	0,4	+34,2	0,6	+65,8
- Charges financières	4,5	+0,9	4,3	+1,1	4,3	-2,1	5,6	-6,8	3,0	-0,2	4,0	-7,1
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	42,3	+24,2	61,9	+70,6	26,8	-24,2	66,4	+37,3	30,0	+21,4	34,9	-11,9
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	3,8	+19,4	8,1	+26,2	1,2	///	2,1	+56,1	2,0	-8,0	1,0	+1,6
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,2	+3,3	0,5	+4,9	2,1	-12,9	0,8	+2,6	1,9	+0,7	2,9	+2,0
+ Profits et charges exceptionnels	-0,1	///	-0,1	///	-0,5	///	-0,2	///	0,0	///	-0,3	///
= Résultat de l'exercice	47,2	+23,1	70,4	+62,9	29,6	-23,1	69,1	+37,0	33,9	+18,5	38,4	-10,2

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2007 provisoire

Tableau 1

Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2007

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2006 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins, volailles		Polyculture, polyélevage	
	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.	2007	% évo.
Population	53 100		39 700		8 500		19 200		13 300		55 000	
Caractéristiques physiques												
Surface agricole utilisée (en ha)	74	+1,3	92	+1,2	108	+1,7	83	+1,6	47	+1,1	98	+1,9
dont : SAU en ferme	61	+1,1	66	+0,5	90	+1,5	52	-0,8	36	+0,1	82	+1,5
Effectifs animaux (en UGB)	85	+1,9	105	+1,2	139	+0,2	80	+0,4	390	-1,7	100	-1,2
Nombre d'UTA	1,73	-0,8	1,33	-0,2	1,84	+0,9	1,58	+0,5	1,90	+1,7	1,93	-0,6
dont : UTA non salariées	1,62	-1,0	1,26	+0,3	1,70	+0,2	1,45	+0,2	1,55	+1,5	1,58	-0,2
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)												
Capacité d'autofinancement	62,2	+9,6	40,7	-13,6	73,4	+8,7	38,0	-5,0	58,0	-25,4	74,0	+16,8
- Prélèvements privés	31,2	+1,6	18,3	-19,0	33,2	+5,5	17,9	-20,7	34,2	-19,2	37,5	+13,9
= Autofinancement	31,1	+20,0	22,4	-7,8	40,2	+12,1	20,1	+16,8	23,9	-33,5	36,5	+19,6
Actif immobilisé	244,5	+1,7	253,0	-0,4	321,2	+1,1	182,9	+0,3	254,8	-0,8	247,3	+1,2
Actif circulant	87,6	+9,9	91,8	+1,7	131,9	+10,0	61,3	+5,3	117,5	+3,4	121,4	+11,3
Stocks	49,0	+5,3	58,1	+5,7	85,4	+7,8	30,4	+5,8	79,2	+7,2	70,5	+10,0
Capitaux propres	210,3	+4,4	250,1	+1,3	289,6	+3,7	165,6	+1,6	164,9	-3,3	223,0	+7,0
Endettement total	122,9	+2,7	95,4	-2,8	165,9	+4,0	78,8	+1,3	209,3	+3,7	147,1	+0,5
Soldes intermédiaires de gestion (milliers d'euros)												
Ventes et autoconsommation	125,9	+7,8	65,4	-4,3	147,8	+5,9	69,7	+0,2	292,4	+1,2	162,2	+10,9
- Achats d'animaux	4,6	-17,7	7,5	-18,4	11,0	+4,3	3,4	-6,5	31,4	-3,8	8,3	-11,1
= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux	121,3	+9,1	57,9	-2,5	136,8	+6,0	66,3	+0,6	261,0	+1,8	153,9	+12,2
+ Production stockée	4,6	///	6,3	///	10,3	///	3,3	///	4,9	///	ε	///
+ Production immobilisée	4,8	+25,1	2,3	-44,0	5,6	+17,6	1,8	-7,2	5,0	-22,6	4,5	+17,6
+ Produits divers	1,0	-5,4	1,0	+6,4	1,0	+60,7	2,5	+10,8	1,6	+64,6	2,4	+25,8
= Production de l'exercice	131,7	+10,0	67,4	-3,9	153,7	+9,1	74,0	+1,8	272,5	+1,6	166,8	+13,3
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	///	ε	///	0,2	///	0,0	///	0,3	///	0,4	///
- Charges d'approvisionnement	41,9	+8,4	28,2	+3,3	57,3	+7,5	29,7	+1,7	159,8	+17,6	63,1	+8,9
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	39,8	+3,7	25,3	-5,9	45,7	+2,5	24,7	-0,2	52,8	-3,2	44,0	+4,1
= Valeur ajoutée	50,1	+17,0	14,0	-12,8	50,9	+17,7	19,7	+4,4	60,3	-22,7	60,1	+26,5
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///	ε	///
+ Subventions d'exploitation	26,2	-5,7	37,5	-11,4	41,6	-4,5	27,3	-9,4	18,5	-5,7	36,1	-5,1
+ Indemnités d'assurance	0,8	+16,3	0,8	-2,5	1,4	+2,4	0,8	+8,7	1,1	-55,5	1,6	+8,9
- Fermages	7,9	-0,3	6,7	-0,4	11,3	+1,0	4,4	+2,7	5,6	-2,3	11,1	+1,1
- Impôts et taxes	1,4	-3,4	1,1	+8,4	1,7	-4,3	0,9	-4,5	1,6	+1,6	1,8	-6,5
- Charges de personnel	1,8	+7,6	1,1	-7,7	2,5	-2,2	2,2	+4,8	7,8	+11,3	6,4	-1,0
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	66,1	+9,6	43,4	-13,6	78,4	+8,0	40,1	-4,9	64,9	-24,1	78,5	+16,0
+ Transferts de charge	0,2	///	0,1	///	0,3	///	0,1	///	0,4	///	0,4	///
- Dotations aux amortissements	26,9	+1,3	20,4	+4,9	33,9	+4,0	18,6	+0,7	35,1	+2,2	30,4	+2,0
= Résultat d'exploitation	39,5	+16,0	23,1	-25,3	44,7	+11,2	21,7	-9,2	30,3	-41,1	48,5	+27,0
+ Produits financiers	0,3	+12,8	0,1	+21,6	0,4	+46,6	0,1	+29,0	0,4	+24,8	0,4	+10,8
- Charges financières	4,3	+5,3	3,0	+3,7	5,9	+8,9	2,6	-2,3	8,1	+2,3	5,3	+3,3
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	35,5	+17,3	20,3	-28,0	39,3	+11,9	19,3	-9,9	22,6	-48,5	43,6	+30,4
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,3	-18,5	2,3	+17,0	3,4	+26,7	1,1	-34,2	1,9	-47,2	4,2	+24,3
+ Quote-part des sub. d'inv. affectée à l'exercice	1,5	+7,2	1,1	+8,3	1,7	-4,4	1,5	+7,7	1,4	+2,4	1,5	+2,5
+ Profits et charges exceptionnels	ε	///	0,1	///	0,2	///	0,1	///	0,4	///	ε	///
= Résultat de l'exercice	39,2	+13,3	23,7	-22,6	44,6	+13,1	21,9	-10,5	26,3	-45,5	49,2	+28,4

ε : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : Ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2007 provisoire

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2006 et 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage-horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Résultat courant avant impôts	33,6	42,6	36,2	63,2	29,8	23,1	48,6	68,3	25,3	31,4	38,8	34,9
+ Dotation aux amortissements	25,2	26,1	26,5	27,1	27,7	28,6	23,2	23,5	17,7	18,0	23,7	24,1
+ Charges et produits exceptionnels	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,1	-0,6	-0,1	ε	0,0	0,0	0,0	0,2
= Capacité d'autofinancement	58,7	68,7	62,7	90,2	57,7	51,1	71,8	91,6	43,0	49,4	62,5	59,2
- Prélèvements privés	31,8	36,5	32,7	49,2	32,8	34,0	41,8	53,5	25,2	24,0	29,2	31,5
= Autofinancement	26,9	32,2	30,0	41,0	24,8	17,1	29,9	38,1	17,8	25,4	33,3	27,8
+ Cessions d'immobilisations	5,7	7,2	10,7	14,3	1,2	2,0	2,9	4,8	3,6	4,6	3,3	3,1
+ Subventions d'équipement reçues	1,6	1,2	0,5	0,4	2,0	1,7	1,2	0,5	3,7	1,7	3,3	2,4
+ Nouvelles dettes financières	25,4	25,2	27,1	27,7	20,1	21,8	33,1	26,8	14,0	12,5	20,3	18,2
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,3	3,1	0,9	4,0	-2,4	6,6	6,4	3,2	ε	1,3	3,0	4,3
+ Diminution de trésorerie nette					0,3	1,1						
= Total des ressources	60,8	68,9	69,1	87,3	46,0	50,2	73,5	73,4	42,2	45,5	63,2	55,7
Acquisitions d'immobilisations	28,4	30,3	29,7	38,5	21,9	26,2	29,0	23,3	15,6	18,7	21,4	26,9
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,1	0,8	0,0	ε	ε	ε	ε	0,1	ε	ε	0,0	0,0
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	-0,1	0,0	ε	ε	0,0	ε	ε	0,0
+ Remboursements des dettes financières	24,2	24,4	26,8	26,1	23,9	23,4	29,8	29,8	14,6	15,5	22,3	18,5
+ Variation des stocks	3,5	8,0	5,0	14,8	-0,5	1,5	7,0	11,5	8,5	7,9	2,2	5,1
+ Variation des créances auprès des tiers	1,6	3,1	5,3	3,1	1,1	-1,1	5,2	4,4	1,2	2,1	9,9	2,7
+ Variation des comptes de régularisation	ε	ε	0,1	0,0	-0,3	0,2	ε	0,0	-0,1	0,1	ε	1,3
+ Augmentation de trésorerie nette	2,0	2,2	2,2	4,6			2,4	4,5	2,3	1,2	8,9	1,0
= Total des emplois	60,8	68,9	69,1	87,3	46,0	50,2	73,5	73,4	42,2	45,5	63,2	55,7
Variation du fonds de roulement net	5,9	10,3	11,8	18,6	2,4	-7,1	8,2	17,2	8,7	10,0	16,4	5,9
Variation du besoin en fonds de roulement	3,8	8,1	9,6	14,0	2,7	-6,0	5,8	12,8	6,4	8,8	7,6	4,8
Variation de trésorerie nette	2,0	2,2	2,2	4,6	-0,3	-1,0	2,3	4,4	2,3	1,2	8,9	1,0
Investissement total	23,8	23,9	19,0	24,4	20,7	24,3	26,2	18,5	12,0	14,2	18,1	23,9
Excédent de trésorerie d'exploitation	53,6	58,9	54,1	76,4	54,7	56,1	63,9	77,0	35,6	38,9	51,7	49,8

Bilan 2007	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Actif immobilisé	219,4	226,7	187,0	197,9	149,7	151,2	250,0	255,1	167,5	170,1	162,0	167,3
Terrains	41,2	43,7	43,9	46,3	15,4	16,6	112,6	116,5	45,7	47,0	24,7	29,5
Constructions	49,5	50,8	22,7	23,9	59,0	57,8	42,6	43,7	13,4	15,1	27,6	27,9
Matériel	56,5	58,6	69,9	76,4	33,0	33,7	38,0	37,8	33,3	33,0	36,4	35,8
Plantations (y compris forêt)	8,1	8,0	0,7	0,7	5,0	4,1	36,6	36,3	60,1	59,9	45,7	46,1
Animaux reproducteurs	37,0	37,8	7,0	7,2	0,4	0,5	0,9	1,0	0,3	0,3	0,5	0,6
Autres immobilisations	16,2	16,8	32,4	32,9	9,7	10,5	12,3	13,2	9,9	10,0	14,1	15,1
Actif circulant	124,5	137,6	113,8	135,8	84,6	83,0	337,9	358,1	187,3	198,8	114,6	123,9
Stocks et en-cours	75,7	83,7	51,7	66,4	26,4	28,0	255,0	266,4	149,7	157,6	37,4	42,4
dont animaux circulants	18,6	19,0	5,5	5,4	0,1	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Valeurs réalisables	30,5	33,0	39,7	42,0	27,5	28,0	58,5	62,8	21,6	22,4	50,4	49,9
Valeurs disponibles	18,3	20,9	22,4	27,4	30,6	27,0	24,4	28,9	16,0	18,8	26,9	31,6
Régularisation actif	1,2	1,2	1,3	1,3	1,5	1,6	1,5	1,4	0,8	0,8	1,3	1,4
Total actif	345,1	365,6	302,1	335,0	235,7	235,8	589,4	614,6	355,7	369,8	277,9	292,7
Capitaux propres	218,0	234,8	181,8	209,6	100,6	96,6	403,3	428,5	263,3	278,9	150,7	162,2
Total endettement	127,0	130,8	120,1	125,2	135,1	139,2	186,0	186,0	92,3	90,9	126,0	130,4
Dettes à long ou moyen terme	83,1	83,9	76,0	77,8	82,3	81,2	97,3	95,2	54,3	51,7	66,6	64,8
Emprunts à court terme	4,8	4,9	5,3	5,1	5,4	5,0	8,7	7,8	2,2	1,8	3,6	5,1
Autres dettes financières à - 1 an	7,1	6,9	7,2	6,7	5,9	5,0	14,4	14,2	3,0	3,3	8,1	8,6
Dettes auprès de tiers	32,0	35,1	31,5	35,5	41,6	48,1	65,7	68,9	32,7	34,0	47,7	52,0
Régularisation passif	0,2	0,1	0,2	0,2	ε	0,0	ε	ε	ε	ε	1,3	0,1
Total passif	345,1	365,6	302,1	335,0	235,7	235,8	589,4	614,6	355,7	369,8	277,9	292,7

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2006 et 2007

Source : RICA 2007 provisoire

Tableau 2
Situation financière des exploitations en 2006 et 2007

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins-volailles		Polyculture-polyélevage	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Résultat courant avant impôts	30,0	35,9	27,5	20,3	36,0	41,2	20,7	19,1	43,1	22,7	32,7	43,5
+ Dotation aux amortissements	25,7	26,6	19,2	20,6	33,0	35,1	18,1	18,6	33,8	35,3	29,3	30,5
+ Charges et produits exceptionnels	0,1	ε	-0,4	0,1	0,1	0,5	0,1	ε	-0,1	0,6	0,0	-0,1
= Capacité d'autofinancement	55,8	62,4	46,4	41,0	69,1	76,7	38,9	37,8	76,9	58,6	61,9	73,9
- Prélèvements privés	31,6	32,8	24,1	19,9	36,1	39,0	22,6	18,3	43,8	36,1	31,0	36,1
= Autofinancement	24,1	29,6	22,3	21,0	32,9	37,7	16,3	19,5	33,1	22,5	30,9	37,8
+ Cessions d'immobilisations	4,8	5,2	3,4	4,0	5,0	6,3	3,1	2,5	5,0	4,1	5,9	7,1
+ Subventions d'équipement reçues	2,0	1,8	1,8	1,5	2,3	1,7	2,0	0,9	1,5	1,3	1,7	1,4
+ Nouvelles dettes financières	22,1	25,4	19,9	17,4	31,9	36,3	12,7	16,1	35,4	39,6	28,8	28,4
+ Variation des dettes auprès des tiers	0,6	2,6	0,0	0,4	1,3	3,8	0,9	1,4	2,3	6,2	0,1	2,7
+ Diminution de trésorerie nette				2,9	0,3		0,7	0,3		2,7		
= Total des ressources	53,7	64,7	47,3	47,2	73,8	85,7	35,7	40,6	77,3	76,5	67,3	77,3
Acquisitions d'immobilisations	28,8	30,5	25,6	21,1	38,3	37,1	18,5	20,1	33,3	32,3	32,5	34,0
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,8	2,2	3,4	0,6	3,5	2,4	1,9	0,6	0,6	0,9	1,4	1,1
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	20,9	22,3	17,3	18,7	30,9	30,2	14,7	15,8	34,7	34,6	27,1	27,2
+ Variation des stocks	1,7	3,2	1,4	4,4	2,9	8,4	0,5	2,5	3,1	7,3	3,6	7,8
+ Variation des créances auprès des tiers	-0,1	3,2	-5,0	2,2	-1,3	5,0	0,1	1,6	2,3	1,3	-0,3	4,6
+ Variation des comptes de régularisation	ε	0,0	0,1	0,1	-0,4	1,1	-0,1	-0,1	0,3	0,0	ε	0,2
+ Augmentation de trésorerie nette	0,5	ε	4,5		1,5				2,9		2,9	2,4
= Total des emplois	53,7	64,7	47,3	47,2	73,8	85,7	35,7	40,6	77,3	76,5	67,3	77,3
Variation du fonds de roulement net	1,5	7,1	1,1	3,3	-0,6	12,2	-1,0	2,4	6,3	-0,3	6,2	12,2
Variation du besoin en fonds de roulement	1,1	3,8	-3,5	6,2	-0,3	10,7	-0,3	2,7	3,4	2,4	3,3	9,8
Variation de trésorerie nette	0,5	ε	4,5	-2,9	-0,3	1,5	-0,7	-0,3	2,9	-2,7	2,9	2,4
Investissement total	25,8	27,5	25,6	17,7	36,8	33,3	17,3	18,2	29,0	29,1	28,0	28,0
Excédent de trésorerie d'exploitation	53,2	53,9	45,4	35,0	63,2	62,8	37,7	34,3	74,0	53,7	57,4	62,9

Bilan 2007	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
Actif immobilisé	232,8	241,6	245,4	249,8	314,0	323,1	176,5	181,6	261,8	264,4	238,7	246,0
Terrains	24,6	27,0	39,6	41,6	25,0	26,9	30,5	34,2	21,1	22,4	31,1	33,7
Constructions	71,2	73,3	44,7	46,7	91,3	94,1	44,1	45,6	121,1	118,7	59,7	60,6
Matériel	56,2	57,2	52,9	52,2	75,9	77,7	44,8	43,7	52,4	54,7	67,0	69,2
Plantations (y compris forêt)	0,2	0,2	0,1	0,1	ε	ε	ε	ε	0,1	0,1	4,1	4,1
Animaux reproducteurs	57,9	60,1	96,2	96,9	93,1	95,4	43,2	43,8	43,3	44,1	45,3	46,4
Autres immobilisations	9,5	10,3	5,5	5,7	12,3	12,9	5,8	6,3	13,5	14,3	17,7	18,6
Actif circulant	78,9	88,3	87,6	91,2	122,7	137,9	56,4	61,0	112,0	118,7	107,2	121,9
Stocks et en-cours	45,5	48,7	53,4	57,8	82,9	91,3	28,1	30,6	74,6	81,9	63,1	70,8
dont animaux circulants	24,6	24,6	36,7	38,7	51,5	55,1	13,2	13,2	56,5	58,8	25,8	25,8
Valeurs réalisables	20,9	23,5	15,0	16,9	26,2	31,3	18,0	19,3	26,7	27,8	27,1	30,7
Valeurs disponibles	12,5	16,1	19,2	16,6	13,7	15,3	10,3	11,0	10,7	9,0	17,1	20,3
Régularisation actif	1,0	1,1	0,5	0,7	2,3	3,4	0,4	0,3	2,0	2,1	1,4	1,6
Total actif	312,7	331,0	333,4	341,7	439,1	464,5	233,4	242,9	375,9	385,1	347,3	369,4
Capitaux propres	200,1	212,9	242,2	251,4	277,8	293,1	157,9	165,1	176,8	174,1	208,1	226,5
Total endettement	112,5	117,9	91,2	90,2	160,7	170,8	75,2	77,5	199,0	211,0	139,1	142,8
Dettes à long ou moyen terme	82,5	85,9	67,5	66,5	116,3	121,8	53,5	53,7	137,1	135,4	95,4	96,5
Emprunts à court terme	3,8	3,6	3,1	2,8	5,3	5,9	3,0	3,0	7,3	13,9	4,6	4,7
Autres dettes financières à - 1 an	4,0	3,7	3,3	3,3	5,4	5,6	3,1	3,8	17,2	18,0	7,4	7,3
Dettes auprès de tiers	22,1	24,7	17,2	17,7	33,8	37,5	15,6	17,0	37,5	43,7	31,6	34,3
Régularisation passif	0,1	0,1	0,1	0,0	0,5	0,5	0,3	0,3	0,0	ε	0,2	0,2
Total passif	312,7	331,0	333,4	341,7	439,1	464,5	233,4	242,9	375,9	385,1	347,3	369,4

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2006 et 2007

Source : RICA 2007 provisoire